



Le 1er décembre 2020,

Objet : Alerte sur un secteur énergétique français en danger

Mesdames, Messieurs les élus de la République,

L'intersyndicale FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FO Énergie et Mines, FCE-CFDT s'adresse solennellement à vous, élus de la Nation, car elle considère que l'avenir du secteur énergétique français est aujourd'hui gravement menacé.

Les projets de désorganisation et de démantèlement des deux énergéticiens français EDF et ENGIE s'accroissent bien qu'ils ne reposent sur aucun fondement politique sensé, ni véritables projets industriels procédant d'une vision stratégique guidée par l'intérêt général, et ce pour le plus grand bonheur des banques d'affaires et avec la bienveillance de l'État. Ces évolutions sont parfois présentées comme répondant à des exigences venant de la Commission Européenne en matière de fonctionnement du marché concurrentiel de l'énergie. De fait, c'est tout le service public de l'énergie qui est aujourd'hui en danger, subissant les conséquences de ces mezzanimes strictement capitalistes.

Les Industries Électriques et Gazières et leurs salariés ont pourtant démontré et démontrent encore aujourd'hui, au plus fort d'une année marquée par la crise sanitaire, sans relâche jour après jour leur rôle central dans la qualité du service public de l'énergie, au service de la transition énergétique bas carbone de la France. Ils sont également aujourd'hui plus que jamais au service de la relance économique du pays. L'heure n'est donc pas au démantèlement des formidables outils industriels que sont les énergéticiens français mais bel et bien à leur consolidation, pour le bien commun et l'intérêt général.

Dans ce contexte, les Fédérations syndicales représentatives de la Branche des IEG ont pris la décision de coordonner des initiatives d'actions, de grève et de mobilisations, afin de stopper cette fragilisation du service public de l'énergie.

Depuis début septembre, nous avons interpellé le Premier Ministre à deux reprises, après qu'il ait rapidement affiché son attachement au dialogue social, en souhaitant le placer au cœur de sa méthode gouvernementale. Dès le 3 septembre dernier, nous

l'avons alerté sur la situation d'EDF et fait part de notre vision quant à l'avenir de l'entreprise et au rôle central qu'elle doit jouer dans la politique énergétique et dans la relance de l'économie en France. Nous n'avons à ce jour reçu aucune réponse à cette première interpellation.

Ensuite, dans le contexte actuel et face à l'urgence de l'accélération du calendrier sur le démantèlement d'EDF, relayé par les médias comme les déclarations contradictoires entre la Commission européenne, l'État et la direction d'EDF, nos Fédérations syndicales ont réitéré leur demande de rencontre au Premier Ministre le 12 novembre dernier, afin d'aborder la politique énergétique dans sa globalité. Nous regrettons une fois encore de n'avoir reçu à ce jour aucune réponse.

La situation dans le groupe EDF est inédite. Le projet « Hercule » plus que jamais d'actualité prévoit l'accélération du démantèlement de ce fleuron de l'industrie et la poursuite de la désintégration de l'entreprise EDF d'origine. Nous n'acceptons pas un tel projet dont les fondements, les conséquences et les objectifs desserviront la Nation dans son ensemble. D'autant qu'EDF a démontré son efficacité et une nouvelle fois son aptitude à se mettre au service des Français durant les périodes de crise, quelle que soit leur ampleur, ce alors même que la dérèglementation du secteur et l'évolution d'EDF depuis la loi de 2004 ont lourdement complexifié la capacité du groupe EDF à répondre aux situations de crise ou à l'avenir énergétique de la France.

Face à la lourde responsabilité de l'État dans la dégradation de la situation financière d'EDF qui constitue un frein aux investissements de l'entreprise et dans le contexte d'un plan de relance qui vise la décarbonation de l'économie pour « *faire de l'économie française la plus décarbonée d'Europe* », l'Intersyndicale FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FO Énergie et Mines, FCE-CFDT vous interpelle pour intervenir et agir afin de prendre les mesures qui permettront à ce grand groupe industriel de service public qu'est EDF de devenir le fer de lance de la relance, au service de la Nation. L'intersyndicale compte d'autant sur vous qu'en tant que parlementaire, vous seriez amené à débattre de l'avenir d'EDF si le projet gouvernemental devait voir le jour, puisqu'il imposera une loi et donc un véritable débat parlementaire.

De plus, vous avez sans aucun doute suivi comme nous l'actualité qui touche le groupe ENGIE et la volonté de séparation du groupe ENGIE en 2 entités distinctes (New ENGIE et ENGIE Solutions) qui soulève des inquiétudes anxieuses et des interrogations légitimes du corps social. L'intersyndicale est en effet très inquiète pour le sort qui sera réservé aux salariés du groupe, pour l'avenir de l'emploi en France, et plus particulièrement pour les agents des Industries Electriques et Gazières des entreprises GRDF, STORENGY, ELENGY, SHEM, CNR, GRT Gaz et ENGIE SA. L'avenir du groupe ENGIE ne devra certainement pas passer par une vente à la découpe.

Nous tenons à vous rappeler que l'État détient encore 24 % de participation au sein du groupe ENGIE. L'intersyndicale compte réellement sur votre intervention dans ce dossier pour donner un avenir industriel au groupe ENGIE. Nous sommes en effet convaincus que celle-ci permettrait qu'un nouvel équilibre soit instauré et pérennisé donnant à ENGIE les moyens de se développer notamment dans les activités énergétiques nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique et accompagner la transition énergétique. Dans ce contexte incertain, les organisations

syndicales ne peuvent que s'interroger sur la place réservée au groupe ENGIE, acteur de la transition énergétique, dans le paysage industriel français. Il y a en outre un grand danger à ce qu'ENGIE devienne OPABLE à l'issu des opérations en cours et peut-être même à ce que l'État actionnaire puisse y voir là une manne financière ?

Nous attirons également votre attention sur l'avenir du secteur hydraulique, énergie renouvelable bas carbone par excellence. L'incertitude continue de planer quant à l'avenir de ce secteur, au regard de l'injonction de la Commission européenne d'ouvrir les concessions hydroélectriques à la concurrence et des négociations en cours entre Paris et Bruxelles sur l'avenir de l'énergie en France. L'avenir de la SHEM, qui pourrait se retrouver le seul opérateur confronté à l'ouverture à la concurrence en France, est à cet égard tout à fait préoccupant. Alors que tous les pays européens ont réussi à trouver les solutions leur permettant de verrouiller leurs marchés hydroélectriques nationaux, nos Fédérations syndicales demandent au Gouvernement, à l'heure de l'urgence climatique, de prendre des dispositions pour garantir la pérennité et l'avenir de chacun des opérateurs historiques en les protégeant d'une ouverture à la concurrence afin qu'ils continuent d'accomplir leurs missions tant en matière de production d'électricité bas carbone que de gestion de l'eau et de ses usages. Dans ce domaine comme dans d'autres de nos industries, c'est le service public et l'intérêt général qui doivent servir de boussole avant toute considération de performance financière de court terme au seul service de la rémunération actionnariale.

Assurer la sécurité énergétique du pays, participer à la relance de son économie et à la relocalisation de pans entiers de production, garantir la souveraineté nationale, énergétique, mais aussi industrielle, et être plus que jamais à la pointe du combat climatique au service de l'intérêt général et de la Nation, telle doit être, à court, moyen et long terme, Mesdames, Messieurs les élus de la République, la véritable raison d'être des Groupes EDF et ENGIE.

Pour cette raison, mais aussi parce que l'électricien national EDF et ses missions de service public sont nés d'une loi en 1946 et parce que certaines de ces missions relèvent de la libre administration des collectivités locales garantie par notre Constitution, il est impensable que vous, représentants de la Nation, ne puissiez pas débattre de l'avenir d'EDF. Ce débat est d'autant plus essentiel que les salariés et leurs représentants ont été privés de toute forme de débat sur l'avenir de leur entreprise, le projet Hercule relevant ainsi d'un passage en force niant toute forme de dialogue social. Ce débat est enfin crucial car Hercule, qui n'est qu'un meccano capitalistique concocté et défendu par des banques d'affaires dont c'est l'intérêt direct, ne doit en aucun cas engager EDF sur la voie d'un fiasco industriel dont la France ne se relèverait pas cinq ans après celui de l'affaire General Electric-Alstom. Fiasco industriel et social qui se poursuit encore aujourd'hui pour le plus grand bonheur des banques d'affaires.

Il en va aussi de l'indépendance énergétique de la France dans un contexte où notre dépendance aux hydrocarbures pèse lourdement sur nos capacités de développement. Le démantèlement d'EDF et d'ENGIE limiterait les capacités d'investissements sur le long terme, ce qu'est incapable de produire le marché actuellement en place. De plus, l'accroissement de la dépendance énergétique viendrait dégrader une balance commerciale déjà lourdement déficitaire, avec comme principale raison notre dépendance énergétique, notamment aux hydrocarbures.

Conscients d'une actualité chargée et d'urgences multiples dans de nombreux domaines également très structurants dans votre champ de responsabilités, nous en appelons pour autant à votre vigilance et à votre sens de l'intérêt général pour intervenir au sein de la représentation nationale, car certaines prises de décisions quant à l'avenir de ces entreprises pourraient s'avérer imminentes et seront à coup sûr irréversibles.

Nous tenant à votre entière disposition pour vous présenter plus avant nos analyses, nous vous prions de recevoir, Mesdames et Messieurs les élus de la République, l'expression de notre très haute considération.



Le secrétaire général de la
FNME-CGT
Sébastien MENESPLIER



La secrétaire générale de la
CFE-CGC Énergies
Hélène LOPEZ



Le secrétaire général de la
FCE-CFDT
Dominique BOUSQUENAUD



Le secrétaire général de
FO Énergie et Mines
Vincent HERNANDEZ